

Un quart des emplois supprimés aux Editions de l'Avenir

PRESSE Le personnel pointe la responsabilité de Nethys

- La procédure Renault a été enclenchée.
- Un plan de relance est sur la table.
- Un préavis de grève a été déposé.

Le secteur de la presse belge est à nouveau secoué par une grosse restructuration. Ce mardi, la direction des Editions de l'Avenir (EDA) a annoncé au personnel lors d'un conseil d'entreprise extraordinaire la suppression de 60 équivalents temps plein sur un effectif global de 250 personnes. La première phase d'information et de consultation de la procédure Renault démarrera cette semaine. Les pertes d'emploi concernent aussi bien la rédaction que les équipes commerciales et administratives mais les journalistes devraient payer le plus lourd tribut puisqu'ils sont au nombre de 185. Ces pertes d'emploi ne concernent pas le pôle magazine des EDA (*Moustique* et *Télé Pocket*), ni le gratuit Proximag.

De 25 à 60 emplois

Cette restructuration ne constitue pas vraiment une surprise. A la mi-2017, l'ancien directeur général Eric Schonbrodt était déjà venu avec un plan visant à redresser les finances du groupe en coupant dans les coûts. A l'époque, il n'était question « que » de 25 suppressions d'emploi. Le plan avait été rejeté par le CA de Nethys. Depuis, la situation n'a fait que s'aggraver. Les deux derniers exercices ont été déficitaires. L'addition a grimpé à 60 emplois. Le personnel ne s'attendait pas à un tel chiffre. Sous le choc, il s'est réuni en assemblée générale et a voté le dépôt d'un préavis de grève. Il n'y a pas eu d'arrêt de travail mais les travailleurs ont néanmoins décidé de marquer le coup. Les pages des journaux de mercredi, jeudi et vendredi seront remplies à 75 % seulement. Des carrés blancs rempliront les 25 % restants pour symboliser la propor-

tion de travailleurs qui vont devoir quitter l'entreprise.

Colère et consternation mais aussi sentiment d'injustice dominaient au sein du personnel qui estime payer les errements de la maison-mère du groupe, Nethys et Publifin. « *La tempête qui a secoué notre actionnaire fait ses premières victimes mais ce n'est pas celles que l'on croyait, expliquent dans un communiqué les représentants du personnel, la société des rédacteurs et l'AJP*

(association des journalistes professionnels). C'est au sein même du deuxième groupe de presse francophone que des têtes roulent. C'est en vain que les représentants du personnel ont interpellé durant des mois les administrateurs de Publifin et de Nethys sur leurs responsabilités en tant que patrons de presse. C'est également en vain que le monde politique a lui aussi été interpellé sur le sort d'un médium pris, malgré lui, dans la même tempête, et dont les journalistes ont montré toute leur indépendance et leur rigueur, durant ces temps troublés. La même rigueur, pendant ce temps, n'était visiblement pas de mise dans la gestion de l'entreprise », regrettent-ils.

Sous couvert de l'anonymat, un travailleur enrage. « *Lorsqu'on appartenait à Corelio (De Standard...), on a fait huit années consécutives de bénéfices. Puis on a été repris par Nethys en 2013 et tout s'est déglingué à grande vitesse. Ils n'ont pris aucune décision. Pendant des mois, en 2017, aucun CA ne s'est réuni. On a connu trois directeurs différents. Il a fallu deux ans pour se mettre d'accord sur le nom de notre futur imprimeur. On a l'impression que ce sont des amateurs qui ont décidé de s'acheter un jouet ». Un observateur du secteur s'interroge, lui, sur la faisabilité d'une telle restructuration. « *L'Avenir ne pourra jamais continuer à fonctionner seul avec 60 personnes de moins. C'est trop* ».*

Un format très contesté

Le personnel est aussi échaudé par la deuxième annonce faite en conseil d'entreprise, à savoir la

décision de confier l'impression du journal à partir de 2019 au groupe Rossel (*Le Soir*, *Sudpresse*...) et dans la foulée d'adopter un nouveau format : le « berlinois » (le format du *Soir*). Une décision qui passe mal. La rédaction ne voulait pas entendre parler de Rossel car elle craint que ce nouveau rapprochement avec le propriétaire des titres Sudpresse – il y a déjà des synergies au niveau des régies publicitaires – ne soit les pré-

mices d'une absorption future des EDA par celui-ci. Ils ne voulaient pas non plus du format berlinois qui est apparu dans les enquêtes de satisfaction comme celui ayant le moins les faveurs des lecteurs. Ils auraient préféré le format demi-berlinois – très proche du format actuel – afin de ne pas déstabiliser les abonnés.

La direction estime de son côté que les EDA font face aux mêmes difficultés que les autres grands quotidiens francophones qui ont aussi restructuré par le passé, à savoir l'érosion du lectorat et la baisse des revenus publicitaires. A côté de son plan de restructuration, elle a présenté un plan de relance qui s'articule autour de trois axes : l'élargissement de son lectorat local et dans les grandes villes wallonnes (où *L'Avenir* est peu présent), le développement d'une offre digitale d'information de qualité et la concrétisation des synergies entre les pôles télécoms (Voo) et média du groupe Nethys. Ces trois axes devraient permettre de relancer les ventes et de « faire du journal *L'Avenir* le premier quotidien francophone », estime l'entreprise. Un plan qui suscite déjà le scepticisme. « *La direction veut qu'on se développe à Liège (NDLR : il y a déjà eu des tentatives avortées d'éditions liégeoises par le passé). Mais avec quels journalistes si on supprime 25 % du personnel ? Quant aux synergies entre les télécoms et les médias, ça fait quatre ans que Nethys nous en parle et on n'a jamais rien vu venir* ».

Une nouvelle réunion entre syndicats et direction est prévue ce vendredi. Une AG du personnel est prévue dans la foulée. Et

des actions seront programmées. Elles cibleront prioritairement l'actionnaire. « *Il ne faudra pas s'étonner de nous voir débarquer rue Louvrex (NDLR : siège de Nethys) », nous glisse-t-on.* ■

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

REACTIONS POLITIQUES

« Le Nethys bashing n'a pas aidé »

Le ministre des Médias Jean-Claude Marcourt (PS) a exprimé mardi sa « préoccupation » à propos de la situation des Editions de l'Avenir. Selon celui qui est aussi l'homme fort du PS liégeois, le tumulte autour de Nethys n'a pas facilité les choses : « *Depuis vingt mois, on a eu droit à du "Nethys-bashing" et cela n'a certainement pas aidé la gestion du groupe...* ». Au-delà de *L'Avenir*, et après la restructuration récente chez RTL, Jean-Claude Marcourt se dit préoccupé par la situation de la presse francophone belge en général, tous supports confondus. « *Plutôt que de chercher à faire des économies face à la chute des ventes et des recettes publicitaires, les acteurs du secteur feraient mieux de repenser leur modèle économique, au besoin avec un soutien public comme cela se fait au Canada* », estime-t-il.

Ecolo de son côté a rappelé le consensus politique exprimé il y a moins d'un an au parlement wallon concernant la nécessité de sauvegarder à la fois la liberté de la presse et le pluralisme de la presse écrite en Fédération Wallonie-Bruxelles. En décembre 2017, les quatre groupes politiques (PS, MR, CDH et Ecolo) du parlement régional avaient en effet plaidé pour que les Editions de l'Avenir soient sorties de Nethys, par l'intermédiaire d'un portage temporaire de la Région. « *L'annonce faite par le management de Nethys rappelle dramatiquement l'urgence de cette nécessité d'agir en ce sens* », estime Ecolo.

J.-FR.M.